

(N° 99.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 JANVIER 1923.

BUDGET DU MINISTÈRE DES FINANCES POUR L'EXERCICE 1923 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. HOUTART.

MESSIEURS,

Le budget du Ministère des Finances soulève peu d'observations.

Article 2. — Administration centrale, 3,942,360 francs, en augmentation de 121,410 francs sur le crédit voté l'an dernier.

Le personnel de l'Administration centrale comprend 336 titulaires, soit 5 de plus qu'en 1922. Il s'ensuit une majoration de 107,200 francs pour l'ensemble des traitements. « Crédit strictement nécessaire » est-il dit dans dans la colonne d'observations.

Article 6. — Fournitures de papier et de bureau, 3,550,000 francs.

Réduction de 50,000 francs par rapport au budget de 1922. Les dépenses réelles pour les objets compris dans cet article furent de fr. 5,449,785.36 en 1920 et de fr. 2,851,516.17, suivant les données de la comptabilité.

(1) Budget, n° 4XVI.

Composition de la *Commission spéciale* :

- 1) Les membres de la *Commission permanente des Finances, des Budgets et des Economies* : MM. Mechelynck, président, Bologne, Carlier, Cousot, David, De Bruyne (Augustin), Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Soudan, Straus, Van Glabbeke et Wauwermans.
- 2) Six membres nommés par les Sections : MM. Pecher, Claes, du Bus de Warnaffe, de Liedekerke, Pussemier et Cousot.

Article 10. Documents statistiques : 85,000 francs au lieu de 65,000 francs. Les frais d'impression sont plus élevés par suite de l'augmentation des salaires.

Article 11. Traitement des agents du Trésor, 400,000 francs. Réduction de 9,200 francs.

Le nombre des titulaires est de 43, comme l'an dernier.

Mais la situation des commis ayant été améliorée, les frais augmentent de ce chef de 53,000 francs.

Article 13. Services des contributions directes et du cadastre, surveillance générale : traitements, 383,000 francs.

Chiffre inchangé, de même que le nombre de titulaires, qui reste à 28.

Article 14. — Conservation du Cadastre 6,479,500 francs, ce qui fait 270,000 francs de plus qu'en 1922.

Le nombre des agents est de 888 contre 900 en 1922. Mais on prévoit des « nominations, promotions et augmentations éventuelles » comme conséquence de la réorganisation du Service du Cadastre.

Rappelons que le budget de 1922 consacrait une augmentation de 1 million 89,000 francs pour les traitements des fonctionnaires.

Article 15. — Contributions directes. Traitements : 20,533,500 francs, soit une réduction de 488,400 francs sur le crédit voté pour l'exercice 1922.

Le nombre des agents dont la rémunération est prélevée sur ce crédit est de 3,274 contre 2,940 qui émargeaient au budget de 1922.

Cette anomalie s'explique par le fait que, « en suite de la réorganisation de l'Administration, les emplois ne sont pas tous desservis par des titulaires à traitement plein. » (Voir observations jointes au budget.)

Les traitements des agents techniques de l'Administration des contributions directes et du cadastre, ainsi que de celle des douanes et accises ont été majorés par arrêté royal du 27 octobre 1922. On trouvera, annexé au présent rapport, le tableau comparatif de la situation qui résulte de ce dernier arrêté et de celle qu'avait créée l'arrêté du 4 mai 1920. Un arrêté royal du 20 décembre dernier a déterminé un classement provisoire des bureaux de recette des contributions et des douanes et accises.

Article 18. — Frais de bureau et de tournées 1,750,000 francs. Une majoration de 200,000 francs résulte de la réorganisation du service du cadastre.

Article 21. — Accises, douanes et recherche maritime. Traitements, 50,052,400 francs. Réduction de 538,440 francs par rapport à 1922.

Les titulaires d'emplois sont portés au chiffre de 9,108 contre 9,190 pour l'exercice précédent. Mais la diminution obtenue sur ce crédit n'est pas définitive, car elle résulte de ce que « la désignation de titulaires à traitement plein n'a pas encore été possible dans l'état actuel de réorganisation de l'Administration ». (V. observations jointes au budget.)

ARTICLE 26. — Indemnités, primes et dépenses diverses, 4,198,000 francs

Ce crédit dépasse le montant des dépenses qu'il a fallu faire durant les exercices antérieurs pour les objets auxquels il s'applique.

Les comptes de 1920 sont seuls arrêtés à ce jour ; ils accusent en dépense 3,861,012.34 francs, pour les services réunis des douanes et accises et des contributions, la division de ces services n'apparaissant en comptabilité qu'à partir de 1921.

Pour les années suivantes, le crédit demandé comprend 2,000,000 de francs pour la rémunération des agents de la douane chargés de la surveillance des travaux extraordinaires de chargement et de déchargement des navires. Cette somme ne correspond pas en réalité à une dépense, car elle est remboursée par les déclarants et portée en recette au profit du Trésor. Le crédit doit être prévu assez largement afin de permettre l'imputation des dépenses en toute circonstance, quelle que soit l'intensité de l'activité dans les ports.

Pour 1921 et 1922, les dépenses ne dépasseront pas 2,500,000 francs, sans qu'il soit possible de les déterminer exactement, la vérification des comptes n'étant terminée que pour la période finissant le 31 mai 1921. Ce chiffre sera vraisemblablement dépassé par la suite en raison, d'une part, de la reprise possible du trafic au port d'Anvers, d'autre part, de la réorganisation de l'Administration ; les effectifs du personnel technique de la douane n'ont pu encore être comblés, le recrutement étant fort difficile ; il s'en suit que, jusqu'à ce jour, on n'a pas complètement fait usage des crédits prévus à l'article 26.

ARTICLE 28. — Matériel, 3,331,000 francs. Majoration, 320,000 francs.

Cette majoration se répartit sur les litt *b* et *c* qui concernent les locaux. Elle est due spécialement à la centralisation des services dans les villes et localités importantes.

ARTICLE 29. — Traitement du personnel de l'enregistrement et du timbre, 4,101,100 francs. Majoration de 74,100 francs par rapport au chiffre de l'exercice antérieur.

Le nombre des fonctionnaires attachés à ce service est de 332 contre 333 l'an dernier. L'augmentation du nombre et du taux des bourses d'études ou primes d'encouragement aux commis agréés, ainsi que le relèvement des traitements des commis de direction, a entraîné une augmentation de charges de 249,500 francs. Mais, d'autre part, cet article a été soulagé des indemnités pour frais de bureau et de séjour, ainsi que des frais de transport, soit 175,400 francs, lesquels sont transférés à l'article 34.

On sait que le recrutement du personnel de l'enregistrement ne s'opère pas aisément et nécessite, de la part de l'Etat, certains sacrifices.

Article 32. — Remises et indemnités des receveurs : 5,031,000 francs. Majoration de 300,000 francs.

Celle-ci provient d'une remise spéciale allouée pour le débit des timbres : « taxe de transmission » (arrêté royal du 25 mai 1922). Il a été fait droit de cette manière à une réclamation justement fondée de receveurs.

Article 56. — Dépenses du domaine, 1,925,000 francs.

Cet article est majoré de 196,000 francs, aggravation entièrement imputable aux charges et contributions qui pèsent sur le domaine.

Article 43. — Traitement, allocations et autres frais du Comité supérieur et du Comité administratif mixte de l'Union belgo-luxembourgeoise, 155,632 fr.

Ce crédit n'absorbait l'an dernier que 97,500 francs, le Comité n'ayant exercé ses fonctions qu'à partir du 1^{er} mai 1921.

Article 44. — Rémunération des membres des Commissions provinciales d'examen pour l'obtention du titre de géomètre-arpenteur, 35,000 francs.

Dépense nouvelle, qui sera compensée par une recette équivalente.

Le montant des dépenses ordinaires s'élève, pour le Département des Finances, à 122,450,816 fr., contre 121,800,043 fr. On a vu, par l'examen qui vient d'être fait, que ces dépenses ne pourraient être réduites d'une fraction quelque peu considérable. Etant donné l'énorme accroissement des impôts et le système compliqué auquel il a fallu recourir, toute réduction du personnel chargé de la perception ne peut être envisagée. C'est plutôt le renforcement de ce personnel qui s'impose, dans l'intérêt des finances publiques.

DÉPENSES EXCEPTIONNELLES.

Ces dépenses atteignent un total de 3,044,888 francs, sensiblement inférieur à celui du budget antérieur qui était de 7,522,595 francs.

Parmi elles notons :

Article 47. — Acquisition de machines et accessoires pour l'impression et la frappe des timbres fiscaux, 500,000 francs ;

C'est en partie le prix présumé d'une presse rotative servant à imprimer le fond de sûreté et la vignette des timbres adhésifs, à les numérotter doublement, à les peignoter et à les perforer.

Outre cette presse à grand rendement, l'Atelier Général du Timbre doit être rééquipé en outillage auxiliaire, presse à timbrer, appareils à perforer de rechange, etc.

Articles 50-53. — Tribunaux-arbitraux mixtes 294,800 francs pour les quatre articles.

Article 54. — Office Belge de Vérification et de Compensation. Traitements et indemnités des fonctionnaires, employés et gens de service 867,088 francs.

Ces agents sont au nombre de 126 à Bruxelles et de 6 à Berlin,

Le chiffre des affaires traitées par l'Office, suivant détail ci-après, au 31 décembre 1922, justifie amplement l'importance du personnel :

24,434 créances belges pour	fr.	488,101,874.33
64,691 dettes belges pour		146,070,157.68
10,000 affaires séquestres		»
	fr.	<u>634,172.032.01</u>
10,688 créances belges sont en cours d'instruction .	fr.	318,928,997.57
23,141 dettes belges en cours d'instruction		31,171,398.93

L'immeuble occupé par ce service est le 183, avenue Louise.

Il convient de remarquer que le droit de recouvrement perçu sur les créances belges a déjà rapporté au Trésor une somme de 6,600,000 francs en chiffres ronds.

Le Rapporteur,

B^{on} HOUTART.

Le Président,

A. MECHELYNCK.



Arrêté royal du 4 mai 1920	Arrêté royal du 4 juin 1921
Aspirant commis technique { 3,700 4,100 — 1 an.	
Commis technique { 4,500 4,800 — 2 ans.	
Vérificateur { 5,000 5,500 — 2 — 6,000 — 2 — 6,500 — 2 — 7,000 — 2 — 7,500 — 2 — 8,000 — 4 — 8,500 — 4 — 8,700 — 4 —	
Vérificateur en chef. { 7,500 8,500 — 4 — 9,500 — 4 — 10,000 — 4 —	
5 ^e classe { 5,500 6,000 6,500	
4 ^e classe { 6,500 7,000 7,500	
Receveur de. { 7,500 8,000 8,500	
2 ^e classe { 8,500 9,000 10,000	
1 ^{re} classe { 10,000 11,000 12,000	
Receveur principal. 12,500	Receveur principal { 13,000 13,500 après 3 ans. 14,000 — 3 —
7,700 8,400 — 2 — 9,100 — 2 — 9,800 — 3 — 10,400 — 3 — 11,000 — 3 —	
Chimiste aviseur { 7,700 8,400 — 2 — 9,100 — 2 — 9,800 — 3 — 10,400 — 3 — 11,000 — 3 —	
Contrôleur { 7,700 8,400 — 2 — 9,100 — 2 — 9,800 — 3 — 10,400 — 3 — 11,000 — 3 —	
Contrôleur principal { 12,000 12,500 — 2 —	
Inspecteur 12,000 13,000 — 3 —	
Inspecteur principal 14,000	
Directeur 14,000 15,500 — 3 —	Directeur { 15,000 16,000 après 3 ans. 17,000 — 3 — 18,000 — 2 —
Directeur principal 17,000	

Arrêté royal du 10 novembre 1921	Arrêté royal du 27 octobre 1922.								
	Aspirant commis technique . . . 4,000 4,200 après 1 an.								
	Commis technique . . . 4,600 5,000 après 2 ans.								
	Vérificateur . . . 5,500 6,000 après 2 ans. 6,500 — 2 — 7,000 — 2 — 7,500 — 2 — 8,000 — 3 — 8,500 — 3 — 9,000 — 4 —								
	Vérificateur en chef (1) . . . 8,500 9,000 après 3 ans. 9,500 — 3 — 10,000 — 3 — 10,500 — 3 — 11,000 — 3 —								
	Receveur . . . <table> <tr> <td>3^e classe</td><td> 6,000 6,500 après 2 ans. 7,000 — 2 — 7,500 — 2 — 8,000 — 3 — 8,500 — 3 — 9,000 — 4 — </td></tr> <tr> <td>2^e classe</td><td> 7,500 8,000 après 2 ans. 8,500 — 2 — 9,000 — 2 — 10,000 — 3 — 11,000 — 4 — </td></tr> <tr> <td>1^{re} classe</td><td> 10,000 10,500 après 2 ans. 11,500 — 2 — 12,500 — 2 — 13,000 — 2 — </td></tr> <tr> <td>principal</td><td> 13,500 14,000 après 2 ans. 14,500 — 3 — 15,000 — 3 — </td></tr> </table>	3 ^e classe	6,000 6,500 après 2 ans. 7,000 — 2 — 7,500 — 2 — 8,000 — 3 — 8,500 — 3 — 9,000 — 4 —	2 ^e classe	7,500 8,000 après 2 ans. 8,500 — 2 — 9,000 — 2 — 10,000 — 3 — 11,000 — 4 —	1 ^{re} classe	10,000 10,500 après 2 ans. 11,500 — 2 — 12,500 — 2 — 13,000 — 2 —	principal	13,500 14,000 après 2 ans. 14,500 — 3 — 15,000 — 3 —
3 ^e classe	6,000 6,500 après 2 ans. 7,000 — 2 — 7,500 — 2 — 8,000 — 3 — 8,500 — 3 — 9,000 — 4 —								
2 ^e classe	7,500 8,000 après 2 ans. 8,500 — 2 — 9,000 — 2 — 10,000 — 3 — 11,000 — 4 —								
1 ^{re} classe	10,000 10,500 après 2 ans. 11,500 — 2 — 12,500 — 2 — 13,000 — 2 —								
principal	13,500 14,000 après 2 ans. 14,500 — 3 — 15,000 — 3 —								
	Contrôleur et chimiste aviseur . . . 8,500 9,000 après 2 ans. 9,500 — 2 — 10,000 — 2 — 11,000 — 2 — 12,000 — 3 — 13,000 — 3 —								
	Contrôleur principal . . . 13,500 14,000 après 3 ans. 14,500 — 3 —								
	Inspecteur . . . 13,000 14,000 après 3 ans. 15,000 — 3 —								
	Inspecteur . . . 16,000								

ARTICLE UNIQUE. — Les traitements des Directeurs des services extérieurs ressortissant aux dites Administrations sont fixés de 16,000 à 20,000 francs, avec des augmentations biennales intercalaires de 1000 francs.

(8)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 JANUARI 1923.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN FINANCIËN VOOR HET DIENSTJAAR 1923 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HOUTART.

MIJNE HEEREN,

Op de Begrooting van het Ministerie van Financiën zijn weinig aanmerkingen temaken.

Artikel 2. — Hoofdbestuur, 5,942,360 frank, in verhooging met 121,410 frank op het crediet dat verleden jaar werd goedgekeurd.

Het personeel van het Hoofdbestuur bestaat uit 536 titularissen, of 5 meer dan in 1922. Daaruit volgt eene vermeerdering van 107,200 frank voor al de jaarwedden te zamen. « Uiterst noodzakelijke credieten, zoo staat er in de kolom der aanmerkingen.

Artikel. 6. — Levering van papier en bureelbehoeften, 3,550,000 frank. Vermindering van 50,000 frank in vergelijking met de begrooting van 1922. De wezenlijke uitgaven voor de in dit artikel begrepen voorwerpen bedroegen 3,449,783,36 frank in 1920, en 2,851,516.17 zooals blijkt uit de comptabiliteit.

Artikel 10. — Statistische bescheiden : 83,000 frank in plaats van 65,000 frank. De drukkosten zijn grooter wegens de loonverhooging.

(1) Begrooting, n^o 4 XXI.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

1) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen* : de heeren Mechelynck, voorzitter; Hallet, Houtart, ondervoorzitters; Carlier, David, secretarissen; Bologne, Cousot, DeBruyne (Aug.), Donnay, Ozeray, Pussemier, Sap, Soudan, Straus, Van Glabbeke en Wauwermans.

2) Zes leden door de *Afdeelingen benoemd* : de heeren Pecher, Claes, du Bus de Warnaffe, de Liedekerke, Pussemier en Cousot.

Artikel. 11. — Jaarwedden van de agenten der Schatkist, 400,000 frank. Vermindering van 9,200 frank. Het aantal titularissen is 43, zooals verleden jaar. Doch de toestand der klerken is verbeterd geworden, zoodat dienvolgens de uitgaven met 53.000 frank zijn gestegen.

Artikel. 13. — Diensten der rechtstreeksche belastingen en van het Kadaster, algemeen toezicht : jaarwedden 583,000 frank.

Ongewijzigd bedrag; ook bleef het getal der ambtenaren op 28.

Artikel. 14. — Bewaring van het Kadaster, 6,479,500 frank, wat 270,000 frank meer is dan in 1922.

Het aantal agenten is 888 tegen 900 in 1922. Doch men voorziet « eventueele benoemingen, bevorderingen en verhoogingen » als gevolg van de herinrichting van het Kadaster.

Herinneren wij er aan dat de begrooting van 1922 een verhoging van 1,089,000 frank voorzag voor de jaarwedden der ambtenaren.

Art. 15. — Rechtstreeksche belastingen. Jaarwedden : 20,533,500 frank, of een vermindering van 488,400 frank op het crediet goedgekeurd voor het dienstjaar 1922.

Het aantal ambtenaren, wier bezoldiging op dit crediet wordt voorafgenomen, is 3,274 tegen 2,940 in 1922.

Deze onregelmatigheid kan hierdoor verklaard worden dat « ten gevolge van de herinrichting van het Bestuur, de ambten niet altijd voorzien zijn van titularissen met volle jaarwedde ».

De jaarwedden van de technische ambtenaren van het bestuur der rechtstreeksche belastingen en van het kadaster, alsmede die van het bestuur der douanen en accijnzen werden verhoogd bij Koninklijk besluit van 27 October 1922. Als bijlage van dit verslag, vindt men eene vergelijkende tabel over den toestand voortvloeiende uit dit Koninklijk besluit en den toestand verwekt door het besluit van 4 Mei 1920. Een Koninklijk besluit van 20 December laatst leden heeft een voorloopige klasseering bepaald van de ontvangstkantoren der belastingen en der douanen en accijnzen.

Art. 18. — Bureel- en omreiskosten, 1,750,000 frank. Eene verhoging van 200,000 frank vloeit voort uit de herinrichting van het kadaster.

Art. 21. — Accijnzen, douanen en onderzoek ter zee. Jaarwedden, 50,032,400 frank. Vermindering van 338,440 frank in vergelijking met 1922.

Het getal ambtenaren werd gebracht van 9,190 op 9,108. « Doch, de vermindering op dit crediet bekomen is niet voorgoed verkregen, daar zij voortvloeit uit het feit dat de aanduiding van titularissen met volle jaarwedde nog niet mogelijk was in den huidige stand der bestuurlijke herinrichting. » (Zie : Aanmerkingen bij de begrooting gevoegd.)

Art. 26. — Vergoedingen, premien en uitgaven van verschillenden aard, 4,198,000 frank. Dit crediet overschrijdt het bedrag der uitgaven die moesten gedaan worden tijdens de vorige dienstjaren voor de voorwerpen waarop het betrekking heeft.

Alleen de rekeningen van 1920 zijn op dezen dag afgesloten; zij bedragen, voor wat de uitgaven betreft, fr. 3,861,042.34, voor de vereenigde diensten der douanen en accijnzen en der belastingen, daar de verdeling dezer diensten in de boekhouding slechts voorkwam vanaf 1921.

Voor de volgende jaren, begrijpt het aangevraagd crediet 2.000.000 frank voor de bezoldiging der douanebeambten die belast zijn met het toezicht op de buitengewone werken van lading en ontlading der schepen. Deze som strookt in werkelijkheid niet met eene uitgave, daar zij door de declaranten wordt terugbetaald en, ten bate van de Schatkist, in ontvangst wordt geboekt. Het crediet moet ruim genoeg worden voorzien ten einde de aanrekening der uitgaven mogelijk te maken te allen tijde en welk ook de bedrijvigheid in de havens zij.

Voor 1921 en 1922, zullen de uitgaven niet 2.500.000 frank overschrijden, zonder dat het mogelijk zij dezelve nauwkeurig te bepalen, daar het nazien der rekeningen slechts afgeloopen is voor den termijn eindigende op 31 Mei 1921. Waarschijnlijk zal dit bedrag worden overschreden tengevolge, eenerzijds, van de mogelijke hervatting van het verkeer in de haven van Antwerpen, anderzijds, van de herinrichting van het Bestuur; de kaders van het technisch personeel der douanen konden nog niet worden aangevuld, daar de aanwerving zeer moeilijk is; daaruit volgt dat, tot nog toe, de bij artikel 26 voorziene credieten nog niet volledig konden aangewend worden.

Artikel 28. — Materieel, 3,331,000 frank. Vermeer lering, 320,000 frank. Deze vermeerdering wordt verdeeld over litt. *b* en *c* in zake de lokalen. Zij is inzonderheid het gevolg van de centralisering der diensten in de steden en aanzienlijke localiteiten.

Artikel 29. — Jaarwedden van het personeel der registratie en van het zegel, 4,101,100 frank Vermeerdering van 74,100 frank in vergelijking met het bedrag van het vorige dienstjaar.

Het aantal ambtenaren van dezen dienst is 332 tegen 335 verleden jaar. De verhooging van het aantal en van het bedrag der studiebeurzen of aanmoedigingspremië voor de aangenomen klerken, evenals de verhooging der jaarwedden van de Bestuursklerken, veroorzaakte 249,500 frank verhooging van lasten. Doch, anderzijds, werden van dit artikel afgevoerd vergoedingen wegens bureel- en verblijfskosten, alsmede voor reiskosten, zijnde : 175,400 frank, die overgebracht zijn op artikel 34.

Men weet dat de werving van het registratiepersoneel niet gemakkelijk gaat en van den Staat groote offers vraagt.

Artikel 32. — Percentsgewijze bezoldigingen en vergoedingen der ontvangers : 5,031,000 frank. Vermeerdering van 500,000 frank.

Deze vermeerdering komt voort van eene bijzondere percentsgewijze bezoldiging toegekend voor den verkoop in 't klein van de zegels : « overdrachtsbelasting » (Koninklijk besluit van 25 Mei 1922). Derwijze werd recht gedaan aan eene gegronde klacht vanwege de ontvangers.

Artikel 36. — Uitgaven van het domein : 1,925,000 frank. Dit artikel wordt verhoogd met 196,000 frank, welke verzwaring geheel voortkomt van de lasten en belastingen waarmede het domein bezwaard is.

Artikel 43. — Jaarwedden, toelagen en andere kosten van [den] Hoogen Raad en van den gemengden bestuursraad van het Belgisch-Luxemburgsch Verbond, 153,632 frank. Dit crediet bedroeg, verleden jaar, slechts 97,500 frank, daar het Comité slechts vanaf 1 Mei 1921 was begonnen te werken.

Artikel 44. — Bezoldiging der leden van de provinciale examencommissies tot het verwerven van den titel van landmeter, 33,000 frank. Nieuwe uitgave welke vergoed zal worden door de gelijkwaardige ontvangst.

Het bedrag van de gewone uitgaven bedroeg, voor het Departement van Financiën, 1.245,816 frank, tegen 121,800,043 frank. Uit het onderzoek heeft men kunnen opmerken dat deze uitgaven niet op eene aanmerkelijke wijze zouden kunnen ingekrompen worden. Gezien de aanzienlijke toeneming der belastingen en het ingewikkeld stelsel waartoe men zijn toevlucht moest nemen, kan er niet aan gedacht worden het personeel met de invordering belast eenigermate te verminderen. Integendeel, zou dit personeel moeten versterkt worden in het belang der Staatsfinanciën.

UITZONDERLIJKE UITGAVEN.

Deze uitgaven bereiken een totaal van 3,044,888 frank, dat tamelijk lager is dan dat van de vorige begrooting, zijnde 7,322,393 frank.

Onder deze uitgaven stippen wij aan :

Artikel 47. — Aankoop van werktuigen en toebehooren voor het drukken en het stempelen der fiskale zegels 500,000 frank.

Dit is gedeeltelijk de geraamde prijs eener rotatief voor het drukken van het watermerk en het vignet der plakzegels, voor hunne nummering in dubbel, het kleuren en het doorboren.

Behalve deze pers van groote oplevering, moet het algemeen zegelmerkhuis opnieuw worden toegerust met het bijkomend gerief, zegelpers, reserve-toestellen om door te boren, enz.

Artikel 50-53. — Gemengde scheidsrechtshoven, 294,800 frank voor de vier artikelen.

Artikel 54. — Belgische afrekeningsdienst.

Jaarwedden en vergoedingen van ambtenaren, beambten en dienstlieden, 867.088 frank.

Deze agenten zijn, te Brussel, ten getale van 126 en te Berlijn, van 6.

Volgens navolgende opgave billijkt het zaken-cijfer door den Dienst omgezet, op 31 December 1922, ruimschoots dit aanzienlijk personeel :

24,434 Belgische schuldvorderingen voor	fr. 488,101,874 33
64,691 Belgische schulden voor	146,070,137 68
10,000 Sekwester-zaken.	»
	fr. 634,172,032 01

10,688 Belgische schuldvorderingen worden onder- zocht.	fr. 318,928,997 37
25,141 Belgische schulden worden onderzocht. . . .	51 171,398 95

Het door dezen dienst betrokken gebouw is gelegen, 185, Louiza-laan.

Het dient te worden aangemerkt dat het recht van invordering geheven van de Belgische schuldvorderingen reeds aan de Schatkist een som van circa 6,600,000 frank heeft opgebracht.

De Verslaggever,

B⁰² HOUTART.

De Voorzitter,

H. MECHELYNCK.



Koninklijk besluit van 4 Mei 1920	Koninklijk besluit van 4 Juni 1921
Aspirant technische klerk { 3,700 4,100 — 1 jaar	
Technische klerk { 4,500 4,800 — 2 jaar	
Narekenaar { 5,000 5,500 — 2 — 6,000 — 2 — 6,500 — 2 — 7,000 — 2 — 7,500 — 2 — 8,000 — 4 — 8,500 — 4 — 8,700 — 4 —	
Hoofdnarekenaar { 7,500 8,500 — 4 — 9,500 — 4 — 10,000 — 4 —	
5 ^e klas { 5,500 6,000 6,500	
4 ^e klas { 6,500 7,000 7,500	
Ontvanger van { 3 ^e klas . . { 7,500 8,000 8,500	
2 ^e klas { 8,500 9,000 10,000	
1 ^{ste} klas { 10,000 11,000 12,000	
Hoofdontvanger 12,500	Hoofdontvanger { 13,000 13,500 na 3 jaar. 14,000 — 3 —
Chimist adviseur { 7,700 8,400 — 2 — 9,100 — 2 — 9,800 — 3 — 10,400 — 3 — 11,000 — 3 —	
Contrôleur { 7,700 8,400 — 2 — 9,100 — 2 — 9,800 — 3 — 10,400 — 3 — 11,000 — 3 —	
Hoofd-Contrôleur { 12,000 12,500 — 2 —	
Inspecteur { 12,000 13,000 — 3 —	
Hoofd-Inspecteur 14,000	
Directeur { 14,000 15,500 — 3 —	Directeur { 15,000 16,000 na 3 jaar. 17,000 — 3 — 18,000 — 2 —
Hoofd-Directeur 17,000	

Koninklijk besluit van 10 November 1921.

Koninklijk besluit van 27 October 1922.

EENIG ARTIKEL. — De wedden van de Directeurs der buitendiensten van gezegde besturen ahangende, worden vastgesteld van 16,000 tot 20,000 frank, met daartusschen tweejaarlijksche verhoogingen van 1,000 frank.

Adspirant technische klerk	4,000		
	4,200	na	1 jaar.
Technische klerk	4,600		
	5,000	na	2 jaar.
Narekenaar	5,500		
	6,000	na	2 jaar.
	6,500	—	2 —
	7,000	—	2 —
	7,500	—	2 —
	8,000	—	3 —
	8,500	—	3 —
	9,000	—	4 —
Hoofdnarekenaar (1)	8,500		
	9,000	na	3 jaar.
	9,500	—	3 —
	10,000	—	3 —
	10,500	—	3 —
	11,000	—	3 —
		3 ^e klas	
			6,000
			6,500 na 2 jaar.
			7,000 — 2 —
			7,500 — 2 —
			8,000 — 3 —
			8,500 — 3 —
			9,000 — 4 —
		2 ^e klas	
			7,500
			8,000 na 2 jaar.
			8,500 — 2 —
			9,000 — 2 —
			10,000 — 3 —
			11,000 — 4 —
		1 ^{ste} klas	
			10,000
			10,500 na 2 jaar.
			11,500 — 2 —
			12,500 — 2 —
			13,000 — 2 —
		hoofd- ontvanger	
			13,500
			14,000 na 2 jaar.
			14,500 — 3 —
			15,000 — 3 —
		Contrôleur en chimist adviseur	
			8,500
			9,000 na 2 jaar.
			9,500 — 2 —
			10,000 — 2 —
			11,000 — 2 —
			12,000 — 3 —
			13,000 — 3 —
		Hoofd-Contrôleur	
			13,500
			14,000 na 3 jaar.
			14,500 — 3 —
		Inspecteur	
			13,000
			14,000 na 3 jaar.
			15,000 — 3 —
		Inspecteur	
			16,000